



États généraux de l'outre-mer : synthèse n°14

Paris, lundi 29 juin 2009

Madame, Monsieur,

Chère Amie, Cher Ami,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle synthèse hebdomadaire des *États généraux de l'outre-mer* (EGOM). Cette synthèse est un service exclusif de l'ACCD'OM (*Association des communes et collectivités d'outre-mer*), qui est la seule à vous offrir un aperçu d'ensemble de ces États généraux. Elle reprend la revue de presse établie chaque jour par l'ACCD'OM, ainsi que les contributions que vous nous adressez par courriel ou sur notre site Internet :

<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/>

Pour contribuer vous-même, il suffit de vous rendre sur ce site et de vous y exprimer ! (Vous pouvez aussi nous envoyer un courriel ou un fichier Word, nous le mettrons en ligne pour vous.) Tous les sujets sont bienvenus : vie chère, emploi, autonomie et article 74, santé, cellule familiale, homophobie, sport...

À vous la parole !

Pays par pays, notre site vous permet de vous tenir au courant de l'actualité des EGOM dans votre pays, comme dans l'Hexagone. Vos contributions sont précieuses ! Nous nous ferons un devoir de les transmettre à l'État et de veiller à leur prise en compte (nous avons d'ailleurs signé une convention en ce sens avec la *Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer*).

Solidairement,

*Pour l'ACCD'OM,
David Auerbach Chiffrin,
chargé de mission États généraux
Téléphone : 01 48 00 94 73 | Télécopie : 01 48 00 00 06*



États généraux de l'outre-mer | Semaine du 22 au 28 juin 2009

*Le président de la République
aux Antilles,
Marie-Luce Penchard rue Oudinot*

*Synthèse n°14 établie par l'ACCD'OM |
Association des communes et collectivités d'outre-mer*

RESUME - De nombreux articles de presse ont rendu compte de la visite du **président de la République** en Martinique et en Guadeloupe, jeudi 25 et vendredi 26 juin. Le 25 juin, **20 Minutes** indique ainsi que «*La synthèse nationale sera organisée dès le mois de septembre à Paris, et un Conseil interministériel se tiendra en octobre sous l'égide de Nicolas Sarkozy, afin de mettre en place les premières décisions d'un vaste plan de modernisation de l'outre-mer*». - «*Comment sortir les départements d'outre-mer de l'assistanat*», demande **l'IFRAP** le 26 juin. - «*Antilles : citoyens entièrement à part, plutôt qu'à part entière*», affirme **David Dahomay** le 24 juin devant le Congrès de Guadeloupe.

GUADELOUPE - A l'approche de la visite du président de la République, le site Internet **Maximini.com** annonce le début d'une «*houleuse semaine sociale*» : le «*Liyannaj kont pwofitasyon*» a entamé lundi 22 une semaine de lutte sociale «*en faveur des travailleurs et du peuple guadeloupéens*», traduite par le renforcement de plusieurs piquets de grève. Le même jour, le site du **Nouvel Observateur** indique que des «*barricades de pneus et de palettes bloquent l'accès à un certain nombre de stations-services autour de Pointe-à-Pitre*». Jusqu'au **Télégramme de Brest** précise qu'aucune «*indication n'a pu être obtenue hier matin auprès de la préfecture de la Guadeloupe sur l'ampleur et les formes prises par la semaine de mobilisation du LKP*». - Le 24 juin, **France Antilles** évoque le congrès du conseil général et du conseil régional qui, autour du président du conseil général, **Jacques Gillot**, se fixe pour objet de créer les conditions d'un large débat «*dans toutes les communes et*



individuellement dans les foyers». Le 7 mai, ce congrès avait été annulé en raison de l'invasion de l'hémicycle par le **LKP**. *France Antilles* rapporte ces propos de **Victorin Lorel**, président du conseil régional, qui sera «*au côté de [son] ami Jacques Gillot*» ; d'**Eric Jalton**, député, maire des Abymes, qui estime ce congrès «*réducteur*» et «*préconise une consultation locale, avec un scrutin à deux tours, avec la possibilité de présenter des projets alternatifs pour dégager un projet légitime et populaire*».

Le 24 juin toujours, le **JDD (Journal du dimanche)** estime que «*la Guadeloupe a le blues*» et rend compte d'un compte rendu du LKP devant «*300 habitants*» rassemblés devant l'hôtel de ville de Capesterre-Belle-Eau : «*N'en déplaise à ses nombreux détracteurs qui jugent sa popularité en berne, le LKP continue de faire recette, notamment parmi la frange la plus modeste de la population*». Une certaine Vivianne estime ainsi qu'il «*fallait dire stop à tous les importateurs, les patrons de supermarché qui font de l'argent sur le dos de la population*», avant d'ajouter : «*Certains ont perdu leur emploi à cause de la grève. Et puis les méthodes musclées ne mènent à rien. Le LKP doit trouver une autre manière de se faire entendre*». Le JDD estime également : «*Les états généraux de l'outre-mer lancés début avril pour recueillir les doléances des habitants n'attirent pas les foules, bien loin du succès populaire revendiqué par Yves Jégo, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer. Mercredi soir à Sainte-Rose, une petite centaine d'habitants seulement ont participé aux différents ateliers thématiques*». Cependant, «*il ne faut pas se fier au nombre de participants mais à la qualité des débats. Il n'y a aucune culture de la démocratie participative dans ce département rural*», relativise **Claude Girault**, coordinateur local de la consultation. Le JDD rapporte ces propos du patron du **Medef, Willy Angèle** : «*Le plus révolutionnaire des deux, c'est moi. Les chefs d'entreprise guadeloupéens fourmillent d'idées. Si on les écoute, la croissance sera bientôt au rendez-vous. Les syndicalistes ont ruiné l'image de l'île et causé un important ralentissement économique. Leur vision marxiste est complètement à côté de la plaque. Ce sont des irresponsables qui ne comprennent rien à la mondialisation*».

Ce 24 juin, ***l'Express*** s'entretient avec **Elie Domota, porte-parole du LKP, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG)** : «*Nous n'avons pas été invités à rencontrer Sarkozy*». La présidence de la République aurait convié les syndicats à la clôture des États généraux mais pas à une réunion formelle. **Frédéric Régent**, secrétaire général de la **FSU Guadeloupe**, précise : «*A cette conclusion, 5000 personnes sont invitées*». Pas vraiment une réunion de travail, selon *l'Express*. Elie Domota précise : «*Plus de 700 salariés dans l'hôtellerie sont menacés de licenciements. Un millier d'autres pourraient perdre leur*



*emploi si l'on décide effectivement d'automatiser les stations-services.» - Le 25 juin, le **Nouvel Observateur** estime au contraire que «Domota refuse de rencontrer Sarkozy» avant d'indiquer que la «semaine de mobilisation» lancée en réponse à la venue du chef d'Etat ne rencontre qu'un succès «relatif». Ce même jour, une dépêche de l'**AP** rapporte ces propos d'Elie Domota qui «ne pense pas que ce soient des états généraux de l'Outre-Mer pour faire avancer les choses» et selon qui «il s'agit ni plus ni moins de chercher une caution populaire pour valider des décisions qui ont déjà été arrêtées, validées et financées à Paris, et de permettre à l'UMP de se refaire une santé en Guadeloupe».*

Le 26 juin, selon **Reuters** : «Nous n'avons pas cessé de dénoncer les états généraux, nous n'y avons jamais mis les pieds, nous n'y avons apporté aucune contribution, le LKP n'y a jamais participé, donc si on veut pas nous rencontrer, c'est ce qu'il faut faire : nous inviter aux états généraux», dit Elie Domota. «Il s'agit une fois de plus d'un refus de rencontrer les membres du LKP». Le même jour, rapporte France-Antilles, «**Sarkozy** débarque en Guadeloupe» : sa visite «était attendue par le monde économique guadeloupéen qui a perdu une partie de ses repères quand **Yves Jégo**, secrétaire d'État à l'Outre-mer, en février, l'a désigné à la vindicte populaire, comme à l'origine de nombreux maux dont souffre la Guadeloupe. C'est là que le politique s'est emparé de la notion de pwofitasyon. Depuis, les patrons font profil bas, quand ils ne mettent pas la clé sous la porte. Pour beaucoup, les femmes et les enfants sont partis (on parle de 800 départs), les affaires vont au ralenti (les liquidations se succèdent au tribunal de commerce, pas toujours liées aux effets de la longue grève, d'ailleurs, mais partiellement à des difficultés financières et à l'effet de la crise mondiale sur certains secteurs) et les investissements sont stoppés. On vivotte en attendant, comme le dit **Colette Koury, présidente de la CCI**, que l'on nous donne des assurances sur l'avenir institutionnel de ce pays.» - «Investissements stoppés, 6.000 licenciements depuis mars, les 44 jours de grève générale de l'hiver contre la "pwofitasyon" ont laissé des traces durables en Guadeloupe», confirme l'AP. - Selon France-Antilles, «c'est parti pour la corvée d'Antilles ! A contrecœur, Nicolas Sarkozy est arrivé hier soir (heure de métropole) avec sa nouvelle secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer, la Guadeloupéenne Marie-Luce Penchard, et le ministre de l'Intérieur, l'ami Brice Hortefeux, à Fort-de-France, en Martinique».

Le 27 juin, selon France-Antilles : Pendant près d'une heure, bousculant les lignes de son intervention comme pour bien montrer qu'il maîtrise parfaitement le dossier Guadeloupe, Nicolas Sarkozy a tenu un discours volontariste qui a redonné confiance et regonfler le moral des centaines de chef d'entreprises et forces vives du



pays présents. Fini le désordre social en Guadeloupe : l'Etat mettra tout en oeuvre pour rétablir un climat serein et renouer le dialogue. «Je souhaite tendre la main à tous ceux qui se sont mobilisés pendant les 44 jours, notamment aux syndicats. Proposez, dialoguons, agissons». Et comme un défi lancé, il ajoute par ailleurs : «Que tous ceux qui ont un projet alternatif pour la Guadeloupe se présentent devant les électeurs.» - Le même jour, France-Antilles : Nicolas Sarkozy a adressé vendredi un rappel à "l'ordre républicain" à ceux qui, en Guadeloupe, utilisent le droit de grève "comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique".

Concernant plus précisément la gouvernance : **DomActu** rapporte, le 25 juin, que les élus départementaux et régionaux réunis en congrès ont voté une résolution sur un Projet guadeloupéen de société dont l'article 4 prévoit de «demander à l'Etat de ne pas imposer, avant 18 mois, de modification institutionnelle ou statutaire qui ne soit compatible avec le projet de société élaboré par le peuple guadeloupéen». **France-Antilles** : «Premièrement, la dotation de soixante membres au sein du comité guadeloupéen du projet, composé de patrons, de syndicats, de salariés, de partis politiques et de représentants du monde associatif. Le projet de société se fera également avec l'aide d'un comité communal du projet, avec toutes les forces vives de chaque commune, ainsi qu'un comité de territoire. Deuxièmement, s'agissant des étapes de la concertation, il est prévu d'établir une cohérence en fonction des bassins de vie, puis une synthèse thématique globale qui sera communiquée au Congrès pour devenir des résolutions constitutives du projet guadeloupéen, que le Département et la Région transmettront au gouvernement. Enfin, le troisième article concerne le calendrier. Le comité guadeloupéen sera installé fin septembre et les comités communaux fin décembre. Un délai de douze à dix-huit mois est préconisé pour la finalisation du projet de société.»

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/quadeloupe>

MARTINIQUE - Le 23 juin, **DomActu** rapporte que le président de la république, qui s'est exprimé lundi 22 face au congrès réuni à Versailles, a promis aux Antillais de «tenir ses promesses d'égalité» (une déclaration qui semble avoir satisfait les Antillais qui ont crié durant le conflit social, de février et mars derniers, à l'injustice «ethnique», sociale et économique en raison du recrutement de cadres européens), alors que des organisations syndicales ont lancé un appel à la manifestation, ce mercredi, pour «protester contre le non respect des accords signés pendant la grève du 5 février». Mercredi 24 juin, **Maximini.com** précise que «c'est par la voix de son



secrétaire général, **Roger Lanoix**, que la **CDMT** annonce qu'elle prendra part à ce mouvement pour dénoncer la politique du gouvernement en matière sociale.» Plusieurs entreprises n'appliqueraient toujours pas le point concernant l'augmentation des salaires. France-Antilles parle «d'avertissement» : selon **Michel Monroe**, le président du **Collectif du 5 février**, «s'agissant des salaires, personne n'a touché les fameux 200 euros» ; même constatation d'insuccès sur le dossier de la baisse des prix : «Beaucoup de personnes nous rapportent que les articles concernés par la baisse des prix n'existent pas, ou qu'ils n'ont pas réellement baissé». Le Collectif a repris il ses réunions avec la population à Fort-de-France, au Carbet et à Macouba pour : «faire en sorte que nous arrivions à une mobilisation conséquente pour faire respecter les accords».

Jeudi 25 juin, **France-Antilles** rappelle que les relations entre Nicolas Sarkozy et la Martinique n'ont rien de simple : torpillées par la polémique sur le «*rôle positif de la colonisation*», le premier rendez-vous, en 2005, avait été annulé de peur de virer au fiasco. Le quotidien précise qu'à l'espace Aéroservices, où s'est tenue la réunion de synthèse des EGOM (Etats généraux de l'Outre-mer), nombreuses sont les forces vives du pays à avoir répondu à son invitation. Notamment, Pascal Saffache - président de l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG) et président de l'atelier «*Grands projets structurants et conditions du développement durable - Biodiversité*» - a indiqué que «l'université devrait être la pierre angulaire» pour «développer la Martinique de l'excellence». Une proposition que Nicolas Sarkozy a retenue en se disant «*choqué*» que dès qu'un jeune veut passer le concours d'une grande école ou d'une administration, il soit obligé de quitter le pays. «*Personne ne tient compte du décalage, ni du coût. C'est l'examen qui va venir aux Antilles et plus les Antilles qui vont venir à l'examen*» ! Selon **Serge Larcher, sénateur**, «*il y a tout dans son discours. Il dit qu'il n'est pas question d'indépendance ni ne sortie de l'Europe, mais tout de suite après, prévient qu'avec l'article 74 la nouvelle collectivité devra assurer sur ses propres fonds les compétences octroyées.*»

Selon **Reuters**, Nicolas Sarkozy a lancé jeudi à Fort-de-France un message de rassemblement et d'apaisement aux Antilles, «*sans qui la France ne serait pas la France*» et où «*le statu quo n'est plus possible*». Il avait entamé sa visite par un hommage aux «*dissidents*», des Antillais qui choisirent de rejoindre la France libre durant la Seconde guerre mondiale. - **Le Monde** résume la journée ainsi : «*A la Martinique, Nicolas Sarkozy reçoit un accueil tranquille et prône le développement endogène*». Il rapporte ce témoignage : «*Au fond de la salle, deux amis, Anselme Tyburn, 69 ans, retraité du mouvement sportif, et André Ventadour, 68 ans, ancien agent EDF, sont tout ouïe. "Nous, on a quitté le lycée dans les années 1950 et on est*



partis, parce qu'on avait compris que tout le monde ne pourrait pas rester ici, dit Anselme. Mais aujourd'hui, le jeune Martiniquais refuse de partir et ça coince. Ce pays ne pourra jamais créer autant d'emplois." Il dit qu'à 30 ans, beaucoup d'adultes sont encore chez leurs parents.»

Samedi 27 juin, **Témoignages** rapporte que quelques heures avant l'inauguration de l'aéroport Aimé-Césaire, Nicolas Sarkozy a participé à une réunion publique des États généraux en Martinique à laquelle étaient conviés 800 personnes. Il a souligné qu'il n'est pas normal pour un Martiniquais travaillant en France dans la fonction publique d'attendre 35 ans pour retourner au pays occuper un poste où les compétences requises sont quatre fois moins importantes que les siennes, insistant pour que les Martiniquais soient en plus grand nombre dans les hauts cadres en Martinique. Il a annoncé des décisions au mois d'octobre, et a proposé de transformer les États généraux en comité de suivi des décisions qui se réunira au moins tous les ans. - Lors de l'inauguration, **Serge Letchimy, député, maire de Fort-de-France**, a déclaré que «*la Martinique autonome appelle à une France solidaire*». - **Le Figaro** résume comme suit la journée : «*Sarkozy fustige Domota et égratigne Chirac*», précisant : «*Avant de quitter les Antilles, le président a accusé le leader du LKP de vouloir déstabiliser l'île*».

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/martinique>

GUYANE - Le site Internet **97320.com** annonce une réunion, le vendredi 26 juin, au gymnase départemental de Saint-Laurent du Maroni, en présence du préfet **Michel Champon**, chargé des EGOM. Au programme : - présentation des états généraux d'outre-mer ; - participation aux 8 ateliers de réflexion : la baisse des prix, la production locale, les projets structurants pour l'avenir, la rénovation du dialogue social, la gouvernance, la coopération régionale, l'égalité des chances et la mémoire la culture et l'identité.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/guyane>

LA REUNION - Le **JIR (Journal de l'île de La Réunion)** indique, jeudi 25 juin, que «*les Réunionnais proposent une fusion région et département*». Selon le quotidien, les membres de la commission «*Gouvernance*» des états généraux constatent que



les Antillais demandent davantage d'autonomie, alors que les Réunionnais privilégient une évolution en douceur. - Mardi 23 juin, **Témoignages** estime que dans un contexte de crise généralisée à l'échelle mondiale, le président de la République reconnaît la spécificité de l'outre-mer : «*Nous ne pouvons pas au nom d'une conception purement formelle de l'égalité, laisser perdurer une situation aussi contraire à nos principes*». Dans son intervention à Versailles, le chef de l'Etat a reconnu la place de l'outre-mer, et la nécessité d'un traitement spécifique de nos problèmes, ajoute le quotidien communiste qui présente les demandes du **PCR** et de **l'Alliance** : création de deux grands services (l'aide à la personne et l'environnement), relance économique par des projets structurants, autonomie énergétique en 2025, autosuffisance alimentaire, gestion commune des espaces maritimes avec Maurice, Madagascar, Seychelles et Comores...

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/lareunion>

MAYOTTE - Dans un article du dimanche 21 juin, **L'Alsace** évoque «*les plus et les moins de la départementalisation*» : «*Les voisins vont enfin nous reconnaître officiellement comme français*», assure **Baco Madi**, président de la **Fédération syndicale des artisans taximen de Mayotte**. Du même avis sur les relations avec les Comores, **Madi Ahamada**, deuxième vice-président du conseil général, met en avant l'importance de l'arrivée «*des droits sociaux, comme les aides allouées à la population, du type RSA*». Au contraire, pour le guide touristique indépendant **Zaidou Ahmed**, «*le RMA ou le RSA sont les pires choses qui pouvaient nous arriver*». Il craint que les Mahorais ne deviennent un peuple d'assistés. Selon lui, c'est «*la valeur du travail*» qu'il faut inculquer aux habitants de l'île. Gérant d'un des principaux hôtels de Mayotte, **Pierre Stefanica** n'est, lui non plus, pas convaincu par la départementalisation. «*Je fais partie des 4 % qui ont voté non au référendum*», dit-il d'emblée. Pour lui, l'île est trop différente d'un département français, notamment au point de vue culturel. Ce que confirme **Zaidou Ahmed** : «*On essaye de calquer des droits et des lois de la métropole, qui ne nous correspondent pas, comme la loi sur le port du voile*» (près de 98 % des Mahorais sont de religion musulmane, branche soufiste).

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/mayotte>



HEXAGONE - La commission *Egalité & Discriminations* se réunira mercredi 8 juillet à Paris pour un débat public (inscriptions et renseignements : 06 10 55 63 60 ou david@france-accdom.org), destiné à affiner son rapport d'étape rendu public le 9 juin :

<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/20090609-99.pdf>

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :

<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/hexagone>

- - -

POLYNESIE FRANCAISE - Intense débat cette semaine en Polynésie française. Samedi 20 juin, dans un entretien au **JDD**, **Oscar Temaru**, président de la collectivité, estime : *«L'indépendance, on finira par y arriver. Depuis trente ans, nous vivons avec des statuts d'autonomie successifs: autonomie de gestion, autonomie interne et enfin l'autonomie élargie. Mais je mets au défi qui que ce soit de gérer la France avec un tel statut ou avec les institutions dont nous disposons ici. C'est impossible. Il faut que Paris nous transfère toutes les compétences. Nous avons besoin, ici à Tahiti, d'un ministère des Affaires étrangères, par exemple, pour développer nos relations avec le Japon, la Chine et les autres pays du Pacifique. Aujourd'hui, nous demandons un autre statut d'autonomie, dans le cadre duquel la Polynésie se verrait transférer toutes les compétences souveraines: justice, défense, affaires étrangères, etc. Non loin de Tahiti, il y a un pays qui bénéficie d'un tel statut, sans être indépendant pour autant; ce sont les îles Cook (Etat associé à la Nouvelle-Zélande pouvant agir comme un Etat souverain, depuis 1965, ndlr). C'est donc possible.»*

Mercredi 24 juin, les **Nouvelles polynésiennes** indique que *«le **Tahoeraa** fustige Oscar Temaru»* : *«Un manque de respect», «une marque de mépris», «une insulte»,* Gaston Flosse est revenu sur la polémique engendrée par les propos indépendantistes tenus par Oscar Temaru lors de l'ouverture des états généraux. **La Dépêche** rapporte : *«C'est une insulte pour tous ceux qui souffrent de la crise, s'est insurgé **Gaston Flosse**. C'est la meilleure façon de faire fuir les capitaux et les investisseurs.»* - Vendredi 26 juin, **Tahiti Presse** évoque un *«accrochage entre Flosse et Temaru à l'assemblée»* : la séance des questions orales au gouvernement a donné lieu à une passe d'armes orale entre le sénateur Gaston Flosse et le président de la Polynésie française, Oscar Temaru. Le premier a accusé le chef de l'exécutif de vouloir faire de l'indépendance le thème central des États généraux de l'Outre-mer. Le second a pour sa part estimé que le leader du Tahoera'a cherchait à *«intimider la population»*.



ACCD'OM
Association des Communes et
Collectivités D'Outre Mer

Jeudi 25 juin, les **Nouvelles calédoniennes** indiquent qu'un groupe de spécialistes s'est réuni afin d'examiner un «*projet de stratégie visant à renforcer le rôle de la culture océanienne à tous les échelons du secteur de l'éducation*». - «*Faut-il inscrire le problème des costumes de danse aux États généraux ?*», demande *Tahiti Presse* le mercredi 24 juin : **Coco Hotahota, Iriti, Makau**, regroupés autour de **Marguerite Lai**, de "**O Tahiti E**", ont exposé lors d'une conférence de presse leurs difficultés à s'approvisionner en matière première végétale en Polynésie.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/polynesiefrancaise>

- - -

NOUVELLE-CALEDONIE - RAS.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/nouvellecaledonie>

SAINT-MARTIN - RAS.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/saintmartin>

SAINT-BARTHELEMY - RAS.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/saintbarthelemy>

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON - RAS.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/saintpierreetmiquelon>

WALLIS-ET-FUTUNA - RAS.

Pour consulter l'intégralité de nos informations et prolonger le débat :
<http://www.etatsgenerauxoutremer.net/wallisfutuna>

- - -